PROCES-VERBAL DU COMITE TECHNIQUE DU 20 JUIN 2017

MEMBRES TITULAIRES REPRESENTANT LA COLLECTIVITE :

- **Madame Danièle PAGES**, Adjoint au Maire
- **Madame Isabelle DE NOELL MARCHESAN**, Adjoint au Maire
- **Madame Nathalie BEAUFILS**, Adjoint au Maire
- **Monsieur Jean-Pierre BROUSSE**, Directeur Général des Services

MEMBRES TITULAIRES REPRESENTANT LE PERSONNEL :

- **Monsieur Jean-Jacques PARAIRE**, Technicien Territorial Principal 2^{ème} Classe
- **Madame Noëlle MAURY**, Adjoint Administratif Principal 1^{ère} Classe
- **Monsieur Stéphane MAROSELLI**, Technicien Territorial
- **Madame Véronique DANOY**, Ingénieur Principal
- **Madame Laurence BELLOT**, ATSEM Principal 1^{ère} Classe, suppléante de Madame Véronique FRENZ, titulaire excusée
- **Madame Brigitte PAYROU-NEVEU**, Attaché Territorial
- **Monsieur Georges BOTET**, Adjoint Technique Principal 1^{ère} Classe

MEMBRES SUPPLEANTS REPRESENTANT LE PERSONNEL :

- **Monsieur Eric PUIG**, Adjoint Technique Principal 1^{ère} Classe
- **Monsieur Jean AMOROS**, Agent de Maîtrise Principal
- **Madame Bénédicte VINCENT**, Animateur
- **Monsieur Patrick ALIBERT**, Agent de Maîtrise

A titre d'experts de l'administration :

- **Monsieur Jean-Philippe LOUBET**, DGAS, pour le dossier concernant le code vestimentaire des agents du service Accueil des Publics
- **Madame Valérie BASTIE**, Responsable de la Division Ressources à la DAEE, pour le dossier concernant la rotation des responsables techniques et éducatifs sur les secteurs

Secrétariat Technique :

- **Monsieur Frédéric CARBONNE**, Directeur de la DRH,
- **Madame Martine LARESCHE**, Rédacteur Principal 1^{ère} Classe à la DRH, Division Organisation Etudes Conseil

1. APPROBATION PROCES-VERBAL DU COMITE TECHNIQUE DU 18 AVRIL 2017

Madame Danièle PAGES propose de relever les votes, ce PV ne soulevant aucune observation.

VOTES

Avis Favorable à l'unanimité des deux collègues.

2. DEPARTEMENT CITOYENNETE, VIE SOCIALE, CULTURELLE, SPORTIVE ET EDUCATIVE

2.1 -**Service Accueil des Publics**, Code vestimentaire (information)

Madame Danièle PAGES explique qu'un code vestimentaire extrêmement précis a été rédigé à l'intention des personnels du service Accueil des Publics. Elle ajoute qu'elle avait demandé que les agents soient consultés et qu'elle a été informée que tel avait été le cas.

Propos hors micro de Monsieur Georges BOTET.

Madame Danièle PAGES accueille Monsieur Jean-Philippe LOUBET et lui passe la parole pour la présentation de ce dossier.

Monsieur Jean-Philippe LOUBET explique que ce dossier concerne une information sur le code vestimentaire destiné aux agents du service Accueil des Publics. Les livraisons des tenues sont actuellement en cours, puisque celles du Musée Rigaud viennent d'être réceptionnées et que les autres le seront dans la semaine. Il indique que les tenues ont été choisies par certains agents et qu'il en existe une pour l'été et une pour l'hiver.

Le code vestimentaire qui a été établi s'est inspiré de codes existants et a été fourni par le nouveau fournisseur. Il a été distribué à tous les agents et explique la composition de la tenue à porter tous les jours.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Monsieur Stéphane MAROSELLI.

Monsieur Stéphane MAROSELLI souhaiterait savoir qui a rédigé ce document.

Monsieur Jean-Philippe LOUBET explique qu'une synthèse a été faite à partir de codes vestimentaires qui existent dans certaines collectivités dotés de services d'accueil importants ou grandes sociétés. La volonté a été de décrire la constitution de la tenue permettant une harmonisation des vêtements portés par les agents.

Monsieur Stéphane MAROSELLI est dubitatif à la lecture de certaines mentions « ne pas porter des chaussures trop petites.... ». Avec humour, il indique que Monsieur Jean-Pierre BROUSSE ne suit pas le « Dress code » de la Ville puisque que le col de sa chemise n'est pas fermé et que ses manches sont retroussées.... Plus sérieusement, il estime que ce code vestimentaire est excessif.

Madame Danièle PAGES comprend que cette description puisse paraître exagérée à Monsieur Stéphane MAROSELLI. Toutefois, elle a pu elle-même constater à plusieurs reprises combien la tenue de certains agents chargés de la surveillance des sites laisse à désirer et donne l'exemple d'un agent vêtu d'un short et portant des tongs. C'est la raison pour laquelle, il est apparu important de pouvoir rappeler certaines règles dans ce code vestimentaire afin de ne pas devoir le faire tous les jours.

Plusieurs représentants syndicaux parlent en même temps et font part de leur désapprobation quant au descriptif de ce code vestimentaire.

Monsieur Jean-Philippe LOUBET insiste sur le fait qu'il est très délicat de devoir rappeler tous les jours à certains agents les règles élémentaires d'hygiène.

Brouhaha

Madame Noëlle MAURY rappelle que ce code est destiné à être lu par les agents et alerte sur le sentiment qu'ils ont pu éprouver à cette lecture.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Monsieur Georges BOTET.

Monsieur Georges BOTET dénonce certains passages du document, notamment ceux faisant allusion au maquillage ou au parfum à utiliser et indique à Monsieur Jean-Philippe LOUBET que le choix des agents en la matière ne le regarde pas. Il dénonce également la hauteur des talons ou de la jupe.

Il estime que tous ces détails n'ont pour effet que de compliquer la vie des agents et relève de la dictature.

Par ailleurs, il indique que dans des sociétés telles que AIR France où sont utilisés ces codes vestimentaires, le personnel bénéficie d'indemnités pour l'utilisation de parfums et de maquillage.

Madame Danièle PAGES demande à Monsieur Jean-Philippe LOUBET de lui indiquer comment les agents ont réagi à la lecture de ce code vestimentaire.

Monsieur Georges BOTET dénonce le fait que les agents ne sont pas libres d'exprimer leur ressenti et font l'objet de pressions.

Monsieur Jean-Philippe LOUBET répond que les agents n'ont émis aucune remarque.

Monsieur Georges BOTET continue à s'insurger en indiquant que les agents n'ont pas le choix. En effet, il estime que la note de Monsieur Jean-Philippe LOUBET est très explicite et reflète son autorité qui est parfois à la limite de la courtoisie.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU indique à Madame Danièle PAGES qu'il n'est pas opportun de demander à Monsieur Jean-Philippe LOUBET quelle réaction a pu provoquer la diffusion de cette note puisqu'il doit être le dernier à être informé de ce qui se passe sur le terrain.

Par ailleurs, elle a relevé que Madame Danièle PAGES a indiqué que ce dossier avait été fait en concertation avec les agents. Elle tient à préciser que cela n'est pas la vérité. En effet, la note a été distribuée le 1^{er} juin et les agents, atterrés lorsqu'ils en ont pris connaissance, ont contacté en grand nombre son syndicat au téléphone afin de faire part de leur désarroi.

Elle ajoute que le syndicat SUD, estimant que des dispositions de ce code vestimentaire sont abusives, est déterminé à les mettre en cause.

Elle rappelle par ailleurs que si les agents sont obligés de porter les tenues, l'administration est tenue de mettre à leur disposition un vestiaire et rappelle à Madame Danièle PAGES que son syndicat, qu'elle a rencontré à ce sujet au mois de mars, a fait des propositions dans ce sens. Or, elle constate aujourd'hui que l'on oblige les agents à porter la tenue sans leur fournir de vestiaire.

Par ailleurs, le fait que ce code vestimentaire ait été fourni par le prestataire, comme l'a précisé Monsieur Jean-Philippe LOUBET, explique qu'il s'adresse

d'avantage à des stewards et des hôtes de l'air qu'à des agents de la Fonction Publique Territoriale. En effet, il est précisé que l'agent sera responsable du nettoyage des vêtements et il est vrai que les personnels de compagnies aériennes ont des défraiements pour l'entretien de leurs tenues.

Elle rappelle que des agents ont dès juin 2016 évoqué le problème du pressing. Elle demande donc à Madame Danièle PAGES si les frais de pressing pourront être pris en charge par la Ville puisque la loi impose -en cas d'obligation de port de tenue- que l'entretien ne représente pas une charge financière pour l'agent.

Elle rappelle que ces agents, de catégorie C, ont de faibles rémunérations et combien le respect de code vestimentaire peut impliquer en frais inhérents au nettoyage des tenues, coiffeur ou encore maquillage et parfumerie.

Elle dénonce le fait que le 22 juin les dotations en termes de tenues soient présentées en CHSCT, alors que les éléments qui vont composer la tenue ne sont pas listés. C'est ainsi qu'il n'est pas fait mention de dotation de chaussures.

Elle explique ensuite que certains agents habitent dans un village et viennent au travail en vélo. Il faut donc être conscient que, compte tenu des températures actuelles, l'agent qui porte sa tenue arrive au travail en transpiration.

Toutefois, elle ne peut admettre qu'on impose aux agents un parfum ou qu'on leur rappelle d'utiliser un déodorant. Elle pense donc que la Ville devrait s'appliquer le niveau d'exigence décrit dans ce code et faire en sorte que dans certains sites patrimoniaux tels le Tiers Ordre, on ne demande pas aux agents de se restaurer à l'accueil, au vu de tous les visiteurs, en faisant réchauffer leur repas dans un micro-ondes rangé dans une armoire.

Elle demande donc que les agents ne soient pas infantilisés et méprisés et que leurs conditions de travail soient améliorées.

Madame Danièle PAGES relève que les attaques de Madame Brigitte PAYROU-NEVEU sont très directes et lui indique qu'elle va donc lui répondre très directement.

Elle insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas de respecter à la ligne ce code vestimentaire -ce que Madame PAYROU-NEVEU sait parfaitement- ni d'imposer un parfum ou un déodorant, mais simplement de rappeler des règles d'hygiène élémentaires.

Par ailleurs, elle estime que le port d'un uniforme représente pour la Ville de Perpignan, une façon de bien accueillir qui n'existait pas jusqu'à présent.

Elle ajoute que cela fait partie des améliorations qui ont été entreprises même si tous les problèmes n'ont pas été réglés, notamment au sujet des vestiaires ou encore des cuisines pour lesquels il n'a pas été encore trouvé de solutions.

Elle tient à assurer qu'il n'est nullement question d'infantiliser les agents, ni de les mépriser, il s'agit simplement d'instaurer un règlement comme cela est le cas dans des écoles ou des administrations. Il est évident que ce code ne doit pas être suivi à la lettre et ne sera pas vérifié chaque jour. En revanche, le but recherché, en édictant des règles, est d'arriver à obtenir un ensemble correct.

Elle côtoie suffisamment les agents pour savoir que, parfois, il est nécessaire que les choses soient écrites. C'est pourquoi, ces exigences ont pour but d'obtenir une meilleure qualité d'accueil et rappelle que l'an dernier, en dépit de tous les efforts, tous les agents n'ont pas accepté le port de la tenue.

Le port de la tenue existe également dans d'autres villes et qu'il n'y a pas de raison que cela ne soit pas le cas à Perpignan.

Elle insiste sur le fait que le port de l'uniforme contribue au contraire à valoriser les agents et que rappeler des règles d'hygiène s'avère nécessaire.

Elle donne la parole à Monsieur Georges BOTET.

Monsieur Georges BOTET a relevé dans le code « renoncer au port de bracelets ou de boucles d'oreilles » et indique que toutes les femmes en portent.

Madame Danièle PAGES réplique qu'il n'est pas question d'interdire le port de bracelet ou de boucles d'oreilles. Le souhait est juste d'éviter les parures outrancières.

Elle passe la parole à Madame Laurence BELLOT.

Madame Laurence BELLOT estime que même si le but n'était peut-être pas d'outrager les agents, les détails mentionnés dans ce code ont abouti à ce ressenti. Par ailleurs, elle ne comprend pas l'utilité de ce code vestimentaire et estime qu'une simple note de service indiquant le port de la tenue obligatoire et les sanctions appliquées en cas de refus, aurait été suffisante.

Madame Danièle PAGES lui répond que si l'agent porte des bijoux exubérants cela nuit fortement au port de la tenue et il est donc apparu nécessaire d'apporter certaines précisions.

Brouhaha.

Madame Noëlle MAURY estime que l'agent de maîtrise, fort de ce code vestimentaire, va devenir très exigeant et appliquer à la lettre ce règlement en s'attachant à des détails, tels que la longueur de la jupe.

Brouhaha et propos hors micros.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU souhaite préciser qu'elle ne s'oppose pas au fait que les agents doivent pouvoir être identifiés et portent une tenue. S'il est exact que c'est aussi le cas dans d'autres Villes, ces dernières ne font pas d'entorse au code du travail puisque, d'une part, elles proposent des vestiaires aux agents et que, d'autre part, elles ne les obligent pas à entretenir leur tenue, du moins à leurs frais. Elle estime par ailleurs que s'il s'avère que certains agents présentent des problèmes au niveau de leur hygiène, il convient de les rencontrer individuellement.

Madame Danièle PAGES lui répond que toute l'énergie déployée jusqu'à présent pour arriver à régler ce type de problème, s'est avérée vaine à ce jour. C'est ainsi que l'administration mais également le médecin ont bien demandé à ces agents de respecter les règles d'hygiène élémentaire, sans succès.

Pour ce qui concerne les vestiaires, elle rappelle qu'à certains endroits, leur installation n'est pas possible, comme c'est le cas par exemple à la Chapelle du Tiers Ordre.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU réplique qu'une proposition a été faite afin que le lieu d'embauche soit fixé à la Casa Xancho.

Madame Danièle PAGES lui répond que cette solution est bien envisagée, y compris pour ce qui concerne la cuisine. Toutefois, la mise en œuvre est compliquée en raison de l'absentéisme et des plannings qu'il est nécessaire de revoir sans cesse.

Elle passe la parole à Madame Nathalie BEAUFILS.

Madame Nathalie BEAUFILS Indique que le document figurant dans le dossier s'intitule « Code Vestimentaire » alors qu'il concerne également des règles d'hygiène. A son avis, le mélange des deux pose problème et il faudrait pouvoir les scinder en deux documents distincts. Le premier document concernant le code vestimentaire, particulièrement exigeant sur l'accès au public, pourrait d'ailleurs s'appliquer aux autres agents en contact avec le public, tels par exemple les concierges dans les écoles.

L'autre document concernant uniquement les règles d'hygiène, pourrait être remis aux agents qui ne les respectent pas et permettrait d'éviter ainsi que les agents non concernés par ce problème se sentent visés.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU répond qu'il est trop tard puisque la note, distribuée aux agents le 1^{er} juin, a été très mal perçue.

Madame Danièle PAGES indique qu'elle n'a eu aucun retour à ce sujet.

Monsieur Georges BOTET lui signale que c'est tout à fait normal puisque les agents s'en émeuvent auprès des organisations syndicales plutôt qu'auprès de Madame Danièle PAGES ou de Monsieur Jean-Philippe LOUBET, la proximité n'étant pas la même.

Par ailleurs, il estime parfaitement sensée la proposition formulée par Madame Nathalie BEAUFILS.

Enfin, s'il peut comprendre que l'on souhaite rédiger un code vestimentaire, il ne peut admettre que soient édictées des règles d'hygiène puisque cela porte atteinte à la dignité des agents.

Madame Danièle PAGES indique que pour ce qui concerne l'entretien des vêtements, il va falloir déterminer le type de nettoyage nécessaire (pressing...) puisqu'il existe différentes catégories de vêtements.

Elle repasse la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU souhaite insister sur le fait que les agents ont très mal perçu cette note qu'ils ont dû par ailleurs signer afin d'attester qu'ils en avaient bien pris connaissance. Après l'avoir lue, ils ont appelé, en pleurs, son syndicat, car ils se sentaient méprisés et infantilisés.

Elle tient à rappeler qu'il existe plusieurs entorses au code du travail.

Ainsi, même si Madame Danièle PAGES l'informe de sa volonté d'installer des vestiaires, pour l'heure, ils sont inexistantes ce qui constitue la première entorse. La deuxième entorse concerne l'entretien des tenues puisque les agents qui ont

rencontré Madame Danièle PAGES et Monsieur Jean-Philippe LOUBET ont alerté sur la composition du tissu des tenues nécessitant un nettoyage à sec et ont formulé la demande légitime que soient pris en charge les frais de pressing.

Elle dénonce à nouveau des dispositions qu'elle estime abusives qui tendent à standardiser et codifier une esthétique et qui aboutissent à une dérive.

Madame Danièle PAGES répète que le but est de pouvoir disposer d'un document lorsqu'on doit faire une remarque à un agent, afin de pouvoir lui expliquer que sa tenue ne correspond pas aux règles de bases établies pour un accueil de qualité. Toutefois, il ne s'agit nullement d'imposer le port de certains bijoux.

Propos hors micros.

Madame Noëlle MAURY indique que cette note a profondément blessé les agents.

Madame Danièle PAGES répond à nouveau que cela n'était pas le but recherché.

Monsieur Georges BOTET demande à Monsieur Jean-Philippe LOUBET quel est le supérieur hiérarchique qui lui a donné l'autorisation de diffuser cette note.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE lui répond que c'est bien lui.

Monsieur Georges BOTET en déduit qu'il a donc entériné cette diffusion et le remercie pour sa franchise.

Madame Danièle PAGES rappelle que ce dossier ne requiert pas de vote, s'agissant une information. Elle remercie Monsieur Jean-Philippe LOUBET qui quitte la séance.

2.2 - DAEE, Rotation des Responsables techniques et éducatifs sur les secteurs

Madame Danièle PAGES accueille Madame Valérie BASTIE et lui passe la parole pour la présentation de ce dossier.

Madame Valérie BASTIE rappelle que lors d'un Comité Technique du 16 juin 2015, une proposition de réorganisation de la DAEE avait été présentée, basée sur trois divisions : Education, Petite Enfance et Ressources, avec un renforcement de l'encadrement intermédiaire auprès de deux services, à savoir le service Logistique et le service des Structures Educatives, de l'Enfance et des Loisirs, structurés chacun en 6 secteurs identiques.

Au cours des réunions de travail, il avait été prévu que les responsables techniques et éducatifs changent de secteurs tous les deux ans.

Aujourd'hui, il est proposé de porter la fréquence de cette rotation à trois ans.

Madame Noëlle MAURY souhaite préciser que cette demande émane des responsables de secteurs qui estimaient que deux ans était une période trop courte pour être efficace sur le terrain.

Madame Valérie BASTIE confirme que c'est bien le cas. Elle ajoute que les deux services ont commencé à faire des projections afin de répartir les responsables techniques et éducatifs sur les nouveaux secteurs. Un travail en binôme est actuellement effectué afin de faciliter la transition.

Tous les responsables éducatifs changent de secteur dès la prochaine rentrée scolaire du mois de septembre 2017. En revanche, pour ce qui concerne les responsables techniques, seuls 5 responsables changeront de secteur puisque le sixième qui est en arrêt pour maladie depuis le mois de mars restera sur son secteur actuel.

La rotation triennale permettra aux responsables de mieux connaître les écoles du territoire de Perpignan, d'avoir une vision globale du service et de pouvoir dupliquer les bonnes pratiques qu'ils avaient mises en place dans leur ancien secteur.

Il s'agit d'un cercle vertueux qui vise à améliorer le service et l'encadrement en généralisant les bonnes pratiques sur tous les secteurs.

Madame Danièle PAGES précise que cette modification est proposée en concertation avec les responsables.

Elle donne la parole à Monsieur Georges BOTET.

Monsieur Georges BOTET indique qu'il a été annoncé aux agents la future privatisation au niveau du nettoyage et de la cantine scolaire de certaines écoles et interroge sur le devenir des agents de maîtrise. Il demande s'ils devront surveiller l'entreprise ou si leur secteur sera diminué.

Madame Valérie BASTIE répond que le découpage actuel en 6 secteurs n'est pas remis en question en ce qui concerne les responsables éducatifs et techniques.

Elle confirme que les agents de maîtrise seront bien chargés de surveiller le travail effectuée par l'entreprise dans les écoles où le nettoyage ou la restauration sont confiés à un prestataire.

Monsieur Georges BOTET remarque que, chaque année, des privatisations interviennent au niveau des écoles. Il insiste sur le fait que les agents, même si on leur a dit que rien n'était encore fait, ont bien compris -en voyant le prestataire relever les métrages dans l'école- qu'une entreprise privée allait effectuer le travail à leur place.

Madame Danièle PAGES lui répond qu'aucun des contrats d'agents de la Ville n'a été arrêté.

Monsieur Georges BOTET réplique que la privatisation a déjà été annoncée pour l'école Hélène BOUCHER.

Par ailleurs puisque les agents sont tenus de faire des rotations, il indique que le syndicat UNSA propose la même chose pour les directeurs afin qu'ils changent de Direction tous les trois ans.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Madame Nathalie BEAUFILS.

Madame Nathalie BEAUFILS précise qu'il s'agit de prestations et non de privatisations.

Elle tient à insister sur le fait que ce processus, qui a débuté l'an dernier, n'entre pas dans une logique de privatisation. En effet, ainsi que l'a précisé Madame Danièle PAGES, les contrats des agents ne sont pas arrêtés puisque de la mobilité interne est créée.

L'an dernier deux écoles et deux restaurants ont été libérés afin de permettre à des agents de restauration et logistique, de pouvoir postuler sur la filière des ATSEM et renforcer ce service. Elle rappelle que la Ville s'est engagée à doter chaque classe d'une ATSEM et que les effectifs se sont avérés insuffisants, en raison des départs à la retraite d'agents ou de personnels qui ne sont plus en capacité d'assurer cette fonction d'ATSEM. Il a donc été préféré, plutôt que d'avoir recours à du personnel extérieur, de permettre à des agents du service Restauration Logistique de postuler sur ces emplois.

Cette année, suite à un arbitrage, il a été décidé de libérer deux autres établissements. Elle ajoute que lorsque les responsables syndicaux connaîtront la motivation de ce choix, ils seront bien moins inquiets. En effet, il ne s'agit pas d'une logique de privatisation mais de décrochage entre ce qui concerne le service public et l'aide de la Ville sur des dispositifs et des écoles privées.

Cette prestation privée va à nouveau permettre de récupérer des agents afin de renforcer les équipes de restauration logistique dans les autres écoles où la situation est tendue.

Monsieur Georges BOTET réplique qu'il entend bien mais que la logique veut que cette mobilité ait pour but de compenser le manque d'effectifs sur certains sites, en raison des départs à la retraite qui ne sont pas remplacés. Le maire s'est d'ailleurs plusieurs fois félicité dans la presse d'avoir fait baisser les effectifs de la Ville.

La réalité est que le nettoyage et la restauration sont confiés à des prestataires afin que les agents puissent « boucher les trous » causés par les départs à la retraite. Il s'agit donc d'une politique en marche de privatisation.

Madame Nathalie BEAUFILS lui répond que les agents ne « bouchent pas les trous » puisque l'an dernier, cela a permis une valorisation sur la qualification des personnels. L'idée est surtout de passer en prestation les postes où il n'existe pas d'évolution de carrière. Elle est tout à fait consciente que ce raisonnement a ses limites mais, actuellement, c'est la façon de procéder à la DAEE.

Elle ajoute que les affectations des agents ont été faites avec un maximum de management et d'accompagnement des personnels qui ont eu le choix du restaurant ou de l'école pour leur affectation.

Madame Noëlle MAURY indique qu'il ne faut pas parler d'effectif tendu dans certaines écoles mais bien de sous-effectif.

Monsieur Georges BOTET partage l'avis de Madame Noëlle MAURY mais tient à signaler le comportement de certains agents qui, par exemple, restent dans leur véhicule au lieu de travailler, et ce, sans être sanctionnés.

Madame Danièle PAGES rappelle que le dossier concerne une rotation triennale au niveau de l'encadrement intermédiaire et que cette proposition émane des chefs d'équipe.

Elle passe ensuite la parole à Madame Laurence BELLOT.

Madame Laurence BELLOT tient à souligner un point positif, au niveau de la passation puisque chaque coordonnateur de secteur a fait des réunions avec les ATSEM et a présenté le projet de l'école au nouveau coordonnateur.

Madame Valérie BASTIE ajoute que les affectations ont été faites en concertation avec les responsables puisqu'ils ont pu émettre un choix qui, dans la mesure du possible, a été respecté.

Madame Danièle PAGES, en l'absence d'autres questions, remercie Madame Valérie BASTIE qui quitte la séance, puis elle recueille les votes.

VOTES

Collège Représentants Personnel		Collège Représentants Collectivité	
Pour :	5 (FO)	Pour :	4
Abstention :	2 (SUD – UNSA)	Abstention :	0
Contre :	0	Contre :	0

3. DEPARTEMENT RESSOURCES

3.1 - DRH, Convention de mise à disposition Services de la Ville / PMCA

Madame Danièle PAGES explique que ce dossier concerne la reconduction de la convention de mise à disposition partielle des services Décoration et Social auprès de la Perpignan Méditerranée Métropole.

Elle passe ensuite la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU demande pour quelle raison le volume d'heures est précisé uniquement pour le service Décoration.

Elle ajoute qu'une lecture attentive du dossier lui a permis de constater que les effectifs annoncés pour chacun des services ne correspondent pas aux effectifs actuels. La convention mentionne 4 agents au service Décoration alors qu'il en comporte 6. Quant au service Social, il est question de 4 agents, alors que le psychologue est parti à la retraite et que l'assistante sociale est en arrêt maladie. Elle demande donc si les deux

agents restant au service Social sont en mesure d'assumer la surcharge de travail et d'assurer cette collaboration avec PMM.

Madame Danièle PAGES précise à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU que tous les agents du service ne sont pas concernés, puis elle passe la parole à Monsieur Frédéric CARBONNE.

Monsieur Frédéric CARBONNE confirme que seuls 4 des 6 agents du service Décoration interviennent au titre de la mise à disposition partielle du service pour le compte de PMM. Il explique que pour convention de ce service, il a été convenu un volume horaire qui correspond aux besoins estimés par la Communauté Urbaine pour la prestation du service Décoration.

Ce volume horaire n'existe pas pour le service Social puisqu'il s'agit de répondre aux sollicitations et qu'un volume horaire ne peut être mesuré en début d'année car cela dépend des besoins des agents de PMM.

Pour ce qui concerne les effectifs, il précise que l'ensemble des effectifs susceptible d'intervenir pour le compte de PMM est listé. Comme l'a souligné Madame Brigitte PAYROU-NEVEU, l'assistante sociale est effectivement actuellement absente pour raison médicale et le psychologue n'a pas été remplacé. Ces postes apparaissent tout de même dans la convention puisque l'espoir est fondé que l'assistante sociale puisse reprendre rapidement son poste et qu'un psychologue soit recruté d'ici le mois de septembre. De ce fait, ces deux agents ne seront pas facturés à PMM pour l'année entière mais uniquement en fonction de la période où ils interviendront pour la Communauté Urbaine.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU demande confirmation qu'un psychologue sera recruté d'ici le mois de septembre.

Monsieur Frédéric CARBONNE répond que ce sera bien le cas.

Madame Danièle PAGES repasse la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU est surprise de constater que ce dossier ne comporte pas la mise à disposition des agents du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) et souhaiterait avoir des informations sur les conditions de mise à disposition des 3 agents. Elle sait que Monsieur Jean-Pierre BROUSSE a reçu ces agents et s'étonne donc que le dossier ne soit pas présenté en CT.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE lui répond que ce dossier aurait effectivement dû être présenté et que ce sera donc le cas lors du prochain Comité Technique.

En l'absence d'autres questions, Madame Danièle PAGES relève les votes.

VOTES

Collège Représentants Personnel		Collège Représentants Collectivité	
Pour :	6 (FO – UNSA)	Pour :	4
Abstention :	1 (SUD)	Abstention :	0

Contre :	0	Contre :	0
----------	---	----------	---

3.2 - DRH, Autorisations exceptionnelles d'absences

Madame Danièle PAGES passe la parole à Monsieur Frédéric CARBONNE pour la présentation de ce dossier.

Monsieur Frédéric CARBONNE explique que ce dossier concerne les congés qui peuvent être accordés par l'autorité territoriale aux agents, en fonction d'évènements particuliers.

Ces différents évènements sont liés à des motifs civiques, syndicaux et professionnels, religieux, familiaux et, enfin, de la vie courante.

Le document figurant dans le dossier recense les diverses catégories d'absences et les propositions d'attribution de jours pour chacun des motifs.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Monsieur Jean-Pierre BROUSSE.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE précise que ce dossier est présenté car la Chambre Régionale des Comptes a constaté que des pratiques existaient dans un certain nombre de collectivités quant à l'attribution de ces congés exceptionnels mais n'avaient pas forcément donné lieu à des délibérations.

C'est la raison pour laquelle, il convient d'élaborer un document suffisamment exhaustif afin de pouvoir l'opposer à la Chambre Régionale des Comptes.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Monsieur Georges BOTET.

Monsieur Georges BOTET estime que la Chambre Régionale des Comptes est un prétexte et que le résultat aboutit surtout à diminuer les jours attribués aux agents, ce qui, encore une fois, les défavorise.

Il donne l'exemple du cas de l'annonce de la survenue d'un handicap chez un enfants où la Collectivité refuse d'accorder les 2 jours prévus par le Code du Travail. De même, il constate que les jours sont également fortement diminués en ce qui concerne le mariage ou le déménagement.

Par ailleurs, il pense que le fait d'attribuer 2 heures au lieu d'une demi-journée auparavant, ne va pas inciter les agents à faire un don de plaquettes.

D'autre part, pour ce qui concerne les actes médicaux nécessaires à l'assistance médicale à la procréation (PMA), il tient à rappeler que la circulaire 41-969 du 24 mars 2017 étend aux fonctionnaires les autorisations d'absence pour les actes médicaux nécessaires à la PMA, comme cela est le cas pour les salariés du secteur privé. Il demande donc que le Code du Travail soit respecté.

Monsieur Frédéric CARBONNE lui répond que le Code du Travail ne s'applique pas nécessairement aux agents des collectivités territoriales qui sont libres d'accorder ou

non des autorisations exceptionnelles d'absences. Chaque Collectivité doit donc délibérer sur le régime de ces autorisations.

Monsieur Georges BOTET insiste à nouveau sur le fait que cela consiste à diminuer les jours accordés.

Alors que le Code du Travail prévoit 4 jours pour un mariage et que la Ville accordait 5 jours par an pour un mariage ou un PACS, il est prévu d'accorder ces 5 jours, uniquement tous les 10 ans.

Il constate qu'après avoir supprimé les « jours du maire », il s'agit à présent de diminuer fortement ces congés exceptionnels.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE lui répond que la volonté est surtout d'appliquer la loi et de travailler 1607 heures.

Monsieur Georges BOTET estime que les réponses de Monsieur Jean-Pierre BROUSSE sont toujours basées sur des considérations financières.

Madame Danièle PAGES tient à informer Monsieur Georges BOTET qu'elle a souhaité savoir le nombre de jours accordés en 2016 aux agents pour la garde d'enfant malade. Il s'avère que 1 448 jours ont été accordés à 416 agents. La majorité de ces agents a demandé moins de trois jours sur l'année, les agents ayant demandé 6 jours renouvelables une fois, restant une exception.

Madame Laurence BELLOT estime qu'il faut donc s'en féliciter et que cela met en évidence qu'il n'y a pas d'abus de la part des agents. Toutefois, elle signale que certaines années, les agents pourraient avoir besoin de davantage de jours en cas par exemple d'épidémie. Aussi, le fait de diminuer le nombre de jours défavorisera les parents qui élèvent seuls leurs enfants.

Par ailleurs, pour ce qui concerne la survenance d'un handicap chez un enfant, elle pense qu'il faudrait examiner chaque cas.

Madame Noëlle MAURY souhaite répondre aux propos de Monsieur Frédéric CARBONNE. Elle rappelle qu'un statut des agents des collectivités territoriales existe depuis 1984 et qu'il convient, lorsqu'on ne trouve pas de réponse dans ce statut, de se référer au Code du Travail et, en l'occurrence, la loi *El Khomri*, même si cette loi est loin d'avoir recueillie l'assentiment des partenaires sociaux.

Elle dénonce le fait que l'on quantifie le nombre de mariage autorisé pour un agent et estime que cela est anticonstitutionnel.

Monsieur Frédéric CARBONNE indique que la Ville n'est pas tenue d'accorder un congé exceptionnel pour un mariage.

Madame Noëlle MAURY répond qu'il ne convient pas de réglementer le nombre de mariage, comme d'ailleurs on ne peut réglementer le nombre de congés maternité.

Monsieur Frédéric CARBONNE répète que la loi du 26 janvier 1984 permet aux Collectivités de fixer le régime des autorisations d'absences. Elles peuvent accorder

des jours en référence à ce qui est fait au niveau de l'Etat, mais ne sont pas tenues de se conformer à la totalité des jours accordée par l'Etat.

Brouhaha et propos hors micros.

Madame Danièle PAGES explique que la Chambre Régionale des Comptes a mis en évidence certaines pratiques et demande que soient précisés les jours exceptionnels accordés par les Collectivités.

Brouhaha.

Madame Véronique DANOY indique à Madame Danièle PAGES que le reproche qui Peut être fait est de se montrer plus restrictif que le cadre réglementaire de l'Etat.

Brouhaha.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU indique que certaines autorisations d'absences relèvent du droit à congés et sont de l'ordre statutaire mais que d'autres relèvent de la négociation.

Elle suggère donc de lister chaque autorisation, d'examiner ce que prévoient les textes et de négocier le nombre de jours.

Elle constate que les jours accordés ont été revus à la baisse, au motif qu'une journée représente un coût financier ce qu'elle estime inacceptable, notamment en termes de garde d'enfant malade ou encore de participation à des conseils de parents d'élèves.

Madame Danièle PAGES lui répond qu'aucun agent n'a formulé de demande de congé pour assister à des conseils de parents d'élèves. C'est la raison pour laquelle, il n'est pas nécessaire de conserver ce type de congé, d'autant que ces réunions ont lieu après la journée de travail.

Brouhaha et propos hors micros.

Madame Danièle PAGES comprend que les organisations syndicales rejettent le dossier.

Monsieur Georges BOTET indique que la logique est la même que celle consistant à refuser des formations professionnelles.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Madame Véronique DANOY.

Madame Véronique DANOY souhaite intervenir par rapport aux jours accordés pour le don du sang et de plaquettes. Elle rappelle que les agents pouvaient bénéficier d'une demi-journée et qu'il est prévu de leur accorder uniquement deux heures. Elle souhaite donc alerter sur un problème de santé publique et les difficultés de l'Etablissement Français du Sang (EFS), en raison de la baisse très importante des dons

à Perpignan. L'EFS compte donc énormément sur la participation des agents de la Ville. Or, en cas de don de plaquette, l'octroi de deux heures, est vraiment insuffisant.

Madame Danièle PAGES comprend que cela signifie qu'une demi-journée est donc nécessaire.

Suite à des propos hors micros, elle indique qu'il n'est pas possible d'examiner un à un les différents motifs car cela serait trop long.

Madame Danièle PAGES redonne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU rejoint l'avis de Madame Véronique DANOY concernant le don de sang car cela nécessite d'avoir un entretien médical avant le prélèvement puis de prendre une collation ensuite. Aussi, l'octroi de deux heures au lieu d'une demi-journée n'est pas acceptable.

Madame Danièle PAGES lui répond qu'elle a donné son accord pour une demi-journée.

Madame Laurence BELLOT souhaite revenir sur le nombre de jours pour garde d'enfant malade.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU indique que pour ce qui concerne l'allaitement, il est fait référence à un texte de 1950, soit une heure à raison de deux fois demi-heure, ce qui est dépassé, et estime que la Ville devrait se montrer novatrice. Elle évoque ensuite les absences pour réserve opérationnelle et indique que les textes prévoient 30 jours par an et non 5 jours, en rappelant que cette question avait déjà été évoquée.

Brouhaha.

Madame Danièle PAGES demande un retour au calme et passe la parole à Madame Noëlle MAURY.

Madame Noëlle MAURY indique que pour ce qui concerne la réserve opérationnelle, les textes prévoient effectivement l'octroi de 5 jours. Toutefois, elle signale que le Président MACRON vient de créer l'état d'exception au quotidien avec la mise en place d'une culture de la défense dans les entreprises à travers les réservistes. Elle rappelle que le Plan Sentinelle est assuré à 80 % par les réservistes qui assurent ces missions sur leurs congés alors qu'ils assurent la sécurité des Français.

Monsieur Frédéric CARBONNE explique que la mention « de droit » signifie que la proposition de la Collectivité est d'appliquer ce que prévoit la loi en la matière.

Monsieur Georges BOTET demande à Madame Danièle PAGES de retirer ce dossier de l'ordre du jour afin que les organisations syndicales puissent faire des propositions.

Brouhaha.

Madame Danièle PAGES accepte de retirer le dossier et demande aux représentants syndicaux de formuler des propositions par écrit.

Questions Diverses

Madame Danièle PAGES passe la parole à Madame Laurence BELLOT.

Madame Laurence BELLOT demande s'il est prévu un retour à la semaine de 4 jours dans les établissements scolaires.

Madame Nathalie BEAUFILS lui indique que les conseils d'école sont en train de délibérer sur ce projet même si le décret ne devrait pas paraître avant le 22 juin.

Le principe est un accord Collectivité/conseils d'école validé par l'Inspection Académique. En effet, L'inspecteur d'Académie lui a indiqué qu'en cas de majorité acquise auprès des conseils d'école, il validerait.

C'est la raison pour laquelle, dès l'annonce du projet de décret, un communiqué a rapidement été fait avec Monsieur le Maire afin de permettre aux conseils d'école de pouvoir débattre de ce sujet.

Certains conseils d'école s'étant déjà réunis avant, il leur a été demandé de se réunir à nouveau, pour débattre uniquement de cette question avec les membres de droit, afin d'avoir le résultat le 26 juin au plus tard.

Enfin, certaines écoles avaient programmé leur conseil d'école après cette date et elle leur a donc demandé d'anticiper cette réunion.

Elle indique que les premiers résultats recueillis augurent un retour à la semaine de 4 jours à la rentrée 2017.

Elle ajoute qu'un travail est actuellement en cours avec les prestataires du marché qu'elle va réunir prochainement et qu'elle a déjà rencontré lors d'une manifestation de la Ville qu'ils n'ont d'ailleurs pas perturbée, sachant qu'une réunion aurait lieu.

Le marché de prestation court jusqu'à la prochaine année scolaire et il convient donc de pouvoir discuter avec les prestataires pour maintenir le marché en l'état avec la nouvelle organisation.

Elle ajoute qu'il a été demandé aux conseils d'école de statuer uniquement sur le retour à la semaine de 4 jours mais elle sait que des propositions d'horaires ont été formulées. Toutefois, compte tenu des délais nécessaires pour un éventuel changement à ce niveau, la Ville a indiqué que seraient conservés les horaires appliqués actuellement les lundis, mardis et jeudis, tout en prenant en considération les demandes émises. Un travail pourra être fait à ce niveau, la dernière année du marché afin de préparer le suivant.

Madame Laurence BELLOT en déduit que pour la quatrième fois en 5 ans, cela signifie un changement au niveau des horaires des ATSEM et donc des réunions en Comité Technique.

Elle espère que certains partenaires sociaux maîtriseront mieux à l'avenir leur dossier afin d'éviter des inepties dans des tracts qui n'ont pour effet que d'attiser les tensions entre les agents municipaux, ce qui n'est pas digne d'un syndicat.

Elle souhaite préciser que le Pont de l'Ascension n'a pas été donné aux ATSEM puisqu'elles travailleront le vendredi 7 juillet pour récupérer cette journée.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU demande à Madame Nathalie BEAUFILS comment s'est déroulée la journée du vendredi de l'Ascension au niveau des crèches. En effet, les renseignements recueillis laissent à penser que la fermeture a été annoncée début mai. Or, en termes de service public et de service rendu au public, notamment au primo parents, elle ne peut approuver cette décision.

En effet, si être primo parent et ne pas avoir d'enfant soit en maternelle, soit en primaire peut exister, l'annonce que l'accueil des enfants en crèche ce jour-là serait difficile, ne lui paraît pas correspondre aux valeurs du service public tel que son syndicat le défend.

Par ailleurs, la fermeture des crèches a impliqué que tous les agents y travaillant ont dû poser un jour de congé. Or, le Code du Travail stipule que l'employeur ne peut imposer aux agents la pose d'un congé ou d'un compensateur en fonction de l'ouverture ou de la fermeture du service dans lequel il travaille.

Elle signale que Monsieur le Directeur Général des Services lui a adressé un courrier dans lequel il évoque une enquête réalisée auprès des parents et elle souhaiterait donc en connaître la teneur et savoir quelles sont les réponses apportées par les parents.

Madame Nathalie BEAUFILS tient à préciser qu'elle ne détient aucune délégation au niveau de la petite enfance qui est entièrement dédiée à un conseiller municipal, Madame Michèle FABRE, directement rattachée au Maire.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU indique par ailleurs que le personnel des cantines qui dépend de Madame Nathalie BEAUFILS, a eu le choix, pour ce jour-là, de travailler ou de poser un jour de congé.

Les agents qui ont fait le choix de poser un jour ont pu s'absenter, ce qui a entraîné des difficultés. Ainsi, dans une structure dotées de 4 cantinières, lorsque 3 d'entre elles ont fait le choix de poser cette journée, la cantinière restante s'est retrouvée esseulée. Dans une autre structure, une cantinière ayant fait le choix de travailler s'est heurtée à la mauvaise humeur du concierge qui a dû ouvrir la structure.

Elle s'adresse ensuite à Monsieur Jean-Pierre BROUSSE en lui faisant remarquer qu'à la différence des ATSEM, tout le monde n'a pas revendiqué la possibilité de ne pas travailler le vendredi 26 mai. Elle sait que Monsieur le Directeur Général des Services est attentif au rapport de la Chambre Régionale des Comptes et qu'à Lyon ou encore Grenoble, les 1607 heures ne sont pas atteintes, en raison de l'octroi des jours du maire.

Elle insiste sur les deux problèmes apparus lors de cette journée du 26 mai.

Il s'agit, d'une part, de l'obligation pour les agents travaillant dans un service fermé ce jour-là, de poser un congé et, d'autre part, du fait de ne pas avoir proposé aux cantinières ou aux agents d'entretien qui travaillent dans les écoles, de pouvoir faire le pont et de le récupérer sous forme de deux demi-journées travaillées.

Madame Danièle PAGES indique qu'elle n'est pas en mesure de lui donner des précisions à ce sujet et qu'elle la tiendra informée dès qu'elle aura des retours.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU ajoute qu'il n'était nullement question de jalouser les ATSEM mais simplement de pointer des dysfonctionnements.

Madame Laurence BELLOT réplique que dans le tract il est mentionné que la journée a été donnée aux ATSEM, alors que ce n'est pas le cas.

Brouhaha.

Madame Nathalie BEAUFILS rappelle qu'il n'y avait pas d'école ce jour-là et qu'elle ne gère pas non plus les cantinières des crèches.

Brouhaha.

Madame Danièle PAGES demande à nouveau un retour au calme, en indiquant que tout le monde parlant en même temps, les propos deviennent incompréhensibles.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU et Madame Laurence BELLOT parlent en même temps au sujet du vendredi de l'ascension.

Madame Danièle PAGES souhaite mettre un terme au débat en indiquant qu'un point précis sur la question sera fait lors du prochain CT.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU insiste sur le fait que la façon d'organiser la journée du 26 mai a créé une situation de différence de traitement entre les agents en lien avec les écoles, à savoir les ATSEM, les cantinières...

Madame Laurence BELLOT réplique qu'il ne peut être question de différence de traitement puisque le travail n'est pas le même. Elle reproche vivement au syndicat SUD de comparer depuis des années les ATSEM aux autres services. Elle insiste sur le fait que la journée du 26 mai n'a pas été donnée aux ATSEM et que l'an dernier alors que les ATSEM ont perdu cette journée, cela n'a pas été dénoncé par le syndicat SUD.

Madame Danièle PAGES tente, une fois de plus, de calmer le débat.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU met au défi de trouver des tracts de SUD qui soient corporatistes.

Brouhaha et propos hors micros.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Madame Nathalie BEAUFILS.

Madame Nathalie BEAUFILS souhaite apporter une précision concernant le personnel de restauration logistique affecté sur les écoles. Le vendredi 26 juin, il n'y avait pas de cours, donc pas de restauration et les agents s'ils ont choisi de travailler ce jour-là, n'ont pu effectuer que de l'entretien. Elle va donc se renseigner afin de savoir combien d'agents ont travaillé afin d'avoir la certitude qu'il y a eu cohérence par rapport aux agents de la filière.

Elle ajoute qu'il n'est effectivement pas possible de comparer la filière restauration logistique à celle des ATSEM, les agents n'ayant pas les mêmes heures de travail et les mêmes contraintes.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU estime que pour le personnel de restauration logistique, il aurait pu être proposé une possibilité de récupération sur les jours de congés d'été.

Madame Danièle PAGES demande à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU de bien vouloir passer à une autre question.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU souhaiterait que la DRH s'inquiète de la tenue de dossiers administratifs en double dans les directions et les services, ce qui est illégal. Elle explique avoir accompagné des agents à la DRH afin qu'ils puissent consulter leur dossier administratif et s'est rendue compte que nombre de service conserve un dossier de l'agent. Or, il arrive que certains documents sont retenus dans le service d'origine de l'agent et ne figurent pas dans le dossier de la DRH, c'est notamment le cas lorsque l'agent ayant fait l'objet d'un rapport, répond à son directeur.

Madame Danièle PAGES explique qu'elle adresse un courrier à un agent qui a fait l'objet d'un rapport, afin qu'il puisse donner sa version. Or, il peut arriver qu'au lieu de lui répondre, l'agent réponde à la DRH ou dans le service. C'est la raison pour laquelle, il est bien précisé à l'agent qu'il doit adresser sa réponse à la personne signataire du courrier.

Monsieur Georges BOTET répond que des réponses ont été adressées à Madame Danièle PAGES et qu'elle ne les a pas reçues.

Il tient par ailleurs à rappeler que suite à la plainte d'un agent, une commission rogatoire avait été diligentée et qu'un cadre de la DRH avait déclaré aux officiers de police, que certaines pièces du dossier de l'agent étaient retirées avant que ce dernier le consulte, puis remises dans le dossier après la consultation. Il ajoute que Monsieur Frédéric CARBONNE n'était pas directeur.

Madame Danièle PAGES redonne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU précise que lorsqu'elle a fait état d'un rapport à l'encontre d'un agent, Madame Danièle PAGES n'était pas en cause, s'agissant du rapport d'un supérieur hiérarchique. Elle souhaite simplement insister sur le fait que la tenue et la consultation d'un dossier administratif sont verrouillées par les textes. C'est ainsi que toutes les pièces sont numérotées par ordre chronologiques. Or, dans le cas qu'elle a évoqué, l'agent qui avait fait état de réponses, a constaté que ces pièces ne figuraient pas dans son dossier et s'en est ému. Le dossier a donc été complété et elle a demandé qu'il soit numéroté mais cette numérotation n'est plus chronologique. Or cette chronologie a pour but de ne pouvoir ajouter de pièces annexes. Il a donc fallu numéroter les pièces supplémentaires en « bis », ce qui est anormal.

Elle insiste sur la procédure qui fonde et détermine les conditions dans lesquelles le dossier administratif doit être établi et qui implique qu'il ne peut être tenu en double dans une direction ou un service.

Elle souhaiterait donc qu'une note de la DRH rappelle aux différents directeurs et chefs de service, les textes en la matière.

Monsieur Georges BOTET rappelle également qu'au bout d'un certain temps les sanctions ne doivent plus figurer dans le dossier de l'agent mais qu'il s'avère qu'elles sont tout de même conservées.

Madame Danièle PAGES lui répond que ce n'est pas le cas.

Monsieur Georges BOTET réplique que c'est ce qu'il a constaté à plusieurs reprises. Il donne l'exemple d'un agent convoqué récemment au service des sports après une réintégration. Reçu par le directeur et l'élue, il lui a été reproché des sanctions pour absences, alors qu'elles avaient été annulées par décision de justice. Il demande donc qui a pu communiquer ces pièces à la direction des sports.

Madame Danièle PAGES lui répond qu'une erreur est toujours possible.

Monsieur Georges BOTET rappelle que la Ville a été condamnée à réintégrer un agent et à annuler toutes les sanctions figurant au dossier et concernant cette affaire. Il trouve donc inadmissible que l'on puisse conserver et présenter ces documents à l'agent, ce qui va à l'encontre de la loi.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE répond qu'il s'agit d'une exception que Monsieur Georges BOTET veut -comme il le fait fréquemment- faire passer pour une généralité.

Monsieur Georges BOTET demande à Monsieur Jean-Pierre BROUSSE de venir dans les bureaux de son syndicat afin qu'il lui montre certains documents qui étayent ses propos.

Madame Noëlle MAURY souhaite simplement préciser que le dossier d'un agent est confidentiel et individuel. Il doit être conservé à la DRH mais il faut constater qu'il existe dans les différentes directions des services du personnel où est conservé un double des dossiers, ce qui ne doit pas être.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE lui donne raison et confirme que le dossier de l'agent doit être conservé uniquement à la DRH et qu'une note sera donc diffusée pour le rappeler. Toutefois, il attire l'attention sur le fait qu'il n'est pas possible d'interdire les photocopies au sein des services.

Madame Noëlle MAURY insiste sur le fait qu'elle ne met pas en cause la DRH mais les directeurs des divers services qui se permettent de garder des documents.

Madame Danièle PAGES redonne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU rappelle que trois expositions autour de Pablo Picasso vont être ouvertes au public en fin de semaine. Une des expositions aura lieu dans la verrière de l'Hôtel Pams avec des conditions d'installation difficiles en raison de la chaleur excessive dans ce lieu, soit 45°. Elle demande, d'une part, si des colonnes rafraîchissantes ont été prévues pour le personnel chargé d'accueillir le public, d'autre part, si des préconisations sont prévues afin de protéger de la chaleur les agents particulièrement exposés et enfin si la dotation en eau minérale a été prévue pour éviter leur déshydratation.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE répond que, dès la hausse des températures, il s'est inquiété de la situation des agents et qu'il s'avère que les services ont adopté les horaires d'été, ce qui signifie que les agents commencent tôt et terminent leur service à 14 heures.

Pour ce qui concerne la verrière de l'Hôtel Pams, il rappelle qu'elle doit comme c'est le cas pour la Casa Xanxo et la Chapelle du Tiers Ordre, faire l'objet de travaux. Il ajoute que cette période de chaleur est ponctuelle et ne va pas durer deux mois.

Propos hors micros.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Monsieur Jean-Jacques PARAIRE.

Monsieur Jean-Jacques PARAIRE souhaite attirer l'attention sur l'atelier Travaux Divers de la DMPB qui demande depuis plusieurs années de pouvoir travailler sur le créneau horaire d'été, soit 6h-14h.

Ce service travaille en effet sur l'installation de coffrets électriques, d'échoppes...., ce qui ne nécessite pas une présence tout au long de la journée. Or, il a été décidé au niveau de la DMPB de faire tourner tous les services des ateliers, en heures suivies, ce qui s'avère compliqué puisque les services des ateliers généraux doivent intervenir en cas de problèmes dans les services de la Ville et qu'il n'est pas possible qu'ils ne travaillent pas l'après-midi.

A contrario, le service Travaux Divers peut tout à fait effectuer les tâches qui lui sont confiées entre 6h et 14h, quitte à ce qu'un agent soit de permanence l'après-midi, pour assurer une urgence en cas de besoin.

En janvier un courrier a été adressé par les agents au directeur de la DMPB. N'ayant obtenu aucune réponse, ils ont relancé leur directeur qui leur a demandé d'adresser une demande au DGST, ce qu'ils ont fait au mois de mai.

Ce dernier leur a répondu que cela serait possible à condition que tous les ateliers fonctionnent sur le même principe. Or, seul le service Travaux Divers effectue des tâches qui ne nécessitent pas une présence sur toute la journée.

Il souhaiterait donc que ce dossier puisse aboutir favorablement.

Madame Danièle PAGES répond qu'elle n'était pas au courant et qu'elle va donc examiner cette demande.

Elle donne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU indique que le problème de la chaleur concerne également les agents d'accueil de la verrière de Pams qui ne vont pas pouvoir supporter ces fortes températures. Elle rappelle les morts survenus lors de la canicule

de 2003 et estime que lorsqu'il n'y a pas de climatisation, il convient de prévoir des colonnes rafraîchissantes mobiles.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE lui répond que les photos installées dans la verrière n'ont pas de valeur et ne nécessitent pas de surveillance. Les agents ne doivent donc pas rester toute la journée dans ce local et leur présence est beaucoup plus utile dans les salons où la température est beaucoup plus basse, s'agissant d'un bâtiment ancien.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU lui indique qu'elle parle au nom des agents qui ont reçu leur planning et sont prévus dans la verrière.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE lui répète que les agents ne seront pas dans la verrière ou si c'est le cas, ce sera de façon très ponctuelle puisque rien ne nécessite de surveillance dans la verrière.

Madame Danièle PAGES redonne la parole à Monsieur Jean-Jacques PARAIRE.

Monsieur Jean-Jacques PARAIRE souhaite évoquer un problème au niveau des vestiaires du Musée Rigaud. En effet, une pièce a été aménagée avec une table afin que les agents puissent se restaurer et des casiers pour le personnel féminin et masculin. Il estime que les dimensions de ce local sont insuffisantes et qu'il aurait fallu prévoir un vestiaire séparé pour les hommes et les femmes, afin de permettre au personnel féminin de pouvoir se changer.

Madame Danièle PAGES demande si le CHSCT a visité les lieux.

Monsieur Jean-Jacques PARAIRE répond que le CHSCT n'a pas été sollicité sur ce chantier.

Propos hors micros.

Monsieur Jean-Jacques PARAIRE ajoute qu'il voulait simplement signaler que la possibilité existait, compte tenu de la superficie du logement du concierge, de pouvoir réaliser des vestiaires séparés.

Madame Danièle PAGES lui répond qu'elle ira à nouveau visiter cette salle, en précisant qu'elle pensait qu'il s'agissait uniquement d'une salle de restauration.

Propos hors micros.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE explique que chaque agent va recevoir, avec le bulletin de salaire du mois de juin, une invitation pour visiter, à sa convenance, le Musée Rigaud.

Madame Danièle PAGES, en l'absence d'autres questions, remercie les membres du Comité Technique et clôt la séance.